



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Relations presse
CGT-Intérieur

01 55 82 87 37
contact@interieur-cgt.fr interieur-
cgt.fr

À Montreuil, le 30 septembre 2026

Lycéens et travailleurs côte à côte : envoyer la police n'est pas la bonne réponse

Hier, 29 septembre, la mobilisation de la fonction publique a été belle : parmi les nombreux manifestants, des enseignants, des pompiers et des policiers, ces derniers sur leurs jours de repos faute de droit de grève, ont défilé pour leurs salaires, leurs conditions de travail et les moyens nécessaires à leurs missions.

Depuis lundi 28 septembre, les lycéens se mobilisent aussi, simplement pour avoir ce qui devrait être une évidence : des professeurs en face d'eux.

Les sapeurs-pompiers professionnels sont en préavis de grève jusqu'au 20 octobre, après un été des plus difficiles qui a coûté la vie à plusieurs d'entre eux. Côté Éducation nationale, 4 032 postes ont été supprimés à la rentrée.

Ces mobilisations disent la même chose : le service public dysfonctionne faute de moyens.

Les agents travaillent dans des conditions dégradées, les lycéens n'ont plus les conditions pour étudier.

Le gouvernement ne répond que par l'envoi de forces de l'ordre, souvent en engageant des personnels n'ayant pas la formation minimum au maintien de l'ordre, tout en les détournant des missions où ils manquent (enquêtes, secours, proximité), risquant ainsi sciemment de multiplier les incidents.

La CGT-Intérieur soutient les collègues agressés de diverses manières et blessés et demande que les auteurs de ces violences soient dûment poursuivis.

Elle refuse en revanche la déclaration péremptoire du ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez qui a affirmé lundi que chaque intervention était justifiée et restera particulièrement vigilante au respect des doctrines d'emploi de la force légitime.

Le tir subi par un lycéen de 14 ans à Saint-Ouen-l'Aumône ne peut être absous d'avance par un ministre et c'est à la Justice de se prononcer sur les éventuelles fautes.

Le Premier ministre dit que les difficultés des lycées, pourtant largement engendrées par sa politique néfaste, doivent être entendues, mais il cautionne de fait ce choix. Il porte ainsi la responsabilité politique de chaque blessé, lycéen comme policier.

Mettre des policiers face à des lycéens n'effacera pas la réalité des postes supprimés, des salaires gelés, de l'épuisement des pompiers.

Un enseignant, un policier et un pompier servent le même public, et dépendent des mêmes choix d'un État qui a failli à ses devoirs.

Les lycéens défendent leur droit à une éducation convenable.

Les fonctionnaires défendent leurs aspirations à des salaires dignes, à des conditions de travail satisfaisantes et à disposer des moyens d'agir.

La CGT-Intérieur appelle à poursuivre la mobilisation du 29 : **lycéens et travailleurs côte à côte**, pour des moyens à l'école et dans tous les services publics. Elle demande au gouvernement de **retirer les policiers et les gendarmes des grilles des lycées** et d'ouvrir sans délai des discussions avec les organisations lycéennes, les personnels de l'Éducation nationale et les syndicats de la fonction publique.

La CGT-Intérieur